

# ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2025

---

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Commission	
Gouvernement	

## AMENDEMENT

N° 496

présenté par  
M. Marion

-----

### ARTICLE 4

I. – Après l’alinéa 2, insérer les trois alinéas suivants :

« 1° *bis* Le troisième alinéa est ainsi modifié :

« a) Les mots : « , à l’exclusion des tâches réalisées par des entreprises de travaux forestiers, » sont supprimés ;

« b) Après la référence : « L. 722-1, », sont insérés les mots : « et au 1° de l’article L. 722-2, » ;

II. – Compléter cet article par l’alinéa suivant :

« IV. – La perte de recettes résultant pour les organismes de sécurité sociale du I est compensée, à due concurrence, par la création d’une taxe additionnelle à l’accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du livre III du code des impositions sur les biens et services. »

### EXPOSÉ SOMMAIRE

L’article 4 de ce projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 pérennise le dispositif d’exonération de cotisations patronales, dont la fin était prévue pour le 31 décembre 2025, applicable pour l’emploi de travailleurs occasionnels - demandeurs d’emploi (TO-DE). Cet article inscrit également dans la loi le relèvement du plafond de la rémunération donnant lieu à exonération totale, de 1,20 SMIC à 1,25 SMIC, à compter du 1er mai 2024. Ces modifications permettent ainsi de tenir un des engagements pris par le Gouvernement en faveur des agriculteurs à la suite de leur mobilisation au début de l’année 2024.

Néanmoins, ce dispositif ne s'applique toujours qu'aux agriculteurs employeurs de main d'œuvre saisonnière et non aux entreprises de travaux agricoles employant également cette main d'œuvre. Il est pourtant courant que des exploitants agricoles délèguent certains de leurs travaux à des entreprises. Ces entreprises de travaux agricoles exécutent alors le même travail dans les mêmes conditions. Elles affrontent les mêmes crises et ont les mêmes besoins en particulier de main d'œuvre temporaire.

Si l'ambition de cet article 4 est bien, telle qu'elle est décrite dans son exposé des motifs, « de soutenir la compétitivité des filières agricoles fortement utilisatrices de main-d'œuvre saisonnière face aux différentes crises, d'accompagner les employeurs agricoles face à des tensions de recrutement et d'attractivité des métiers agricoles et de lutter contre le travail dissimulé » alors cet article devrait également s'appliquer aux entreprises de travaux agricoles qui subissent ces mêmes difficultés et participent tout autant à garantir notre souveraineté agricole et alimentaire.

Tel est l'objet de cet amendement qui a été travaillé à partir d'une proposition des Entrepreneurs Des Territoires Centre.